

<b>Zeitschrift:</b>	Das Rote Kreuz : officielles Organ des Schweizerischen Centralvereins vom Roten Kreuz, des Schweiz. Militärsanitätsvereins und des Samariterbundes
<b>Herausgeber:</b>	Schweizerischer Centralverein vom Roten Kreuz
<b>Band:</b>	53 (1945)
<b>Heft:</b>	29
<b>Artikel:</b>	"Rotkreuzaktion" und Schuhkauf
<b>Autor:</b>	[s.n.]
<b>DOI:</b>	<a href="https://doi.org/10.5169/seals-548140">https://doi.org/10.5169/seals-548140</a>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 13.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

**Mathaus Gottfried**, disait un jour à l'un de ces savants qui était plus théoricien que pratique: «Pas tant de bavardage inutile, venez en personne à la guerre, mettez votre nez sur le champ de bataille et vous en jugerez bien autrement.»

À l'18<sup>e</sup> siècle, la chirurgie des chirurgiens barbiers s'améliore. On acquiert de l'expérience. Dans un ouvrage intitulé «Traité des réflexions tirées de la pratique sur les plaies d'armes à feu», François le Drau conseille de débrider les plaies, d'inciser les abcès, de chercher minutieusement les balles, d'amputer les fractures ouvertes.

Vers la fin du 18<sup>e</sup> siècle, les chirurgiens barbiers, emportés par leur propre jeu et leur succès, exagèrent. On ampute trop. On ampute surtout sur sol français. Les chefs d'armée interviennent et interdisent ce genre d'opération. Ils ne l'autorisent que dans les cas de gangrène. Les connaissances en anatomie augmentent. John Hunter conseille pour la première fois la ligature de l'artère fémorale à l'en droit d'élection. Schmucker trépaine des crânes.

La Révolution française, l'époque napoléonienne sont des périodes de grands progrès. Sous l'impulsion de von Bilgers, le transport des blessés à l'arrière est organisé avec méthode. On utilise pour eux des voitures de ravitaillement et même des véhicules à blessés. On crée en France des ambulances volantes, en Allemagne des Feld-Lazarets. On dote les compagnies sanitaires, nouvellement formées, de brancards. Le chirurgien barbier mal payé disparaît, cède sa place au chirurgien de carrière. Dans les grands centres, il existe des cours pour chirurgiens militaires, et grâce à l'initiative de Gorcke, ces chirurgiens obtiennent en Allemagne rang d'officiers.

Les difficultés existent toutefois. Le service de santé dépend de l'intendance de l'armée, qui est souvent incompréhensive, corrompue et négligente. La bureaucratie fait des ravages. Certains chefs sont intransigeants. Frédéric-le-Grand interdit qu'on panse les blessés avant la fin de la bataille et la proclamation de la victoire. A la bataille de Prague, il fallut huit jours avant que les blessés arrivent dans un lazaret. A Waterloo les paysans ramassent les blessés sur le champ de bataille quinze jours après le combat. On les transporte sur des brouettes et des chars à fumier jusque dans des granges où on leur prodigue les premiers soins.

Un des grands chirurgiens de cette époque fut Larrey (1766 à 1842); il avait acquis une extraordinaire habileté et amputait les membres avec un pourcentage de guérison de 75 à 80 %. Son nom est vénéré dans les armées de Napoléon.

Dans la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle, la chirurgie de guerre est à l'honneur; on assiste à de grandes découvertes, à de grandes innovations. Le service de santé est libéré de sa tutelle séculaire: l'intendance d'armée. Les formations sanitaires engagent pour la première fois des infirmières. A la guerre de Crimée, on s'adresse aux sœurs de l'exaltation de la Sainte-Croix. On acquiert la notion du triage; on sépare les soldats blessés et les soldats malades. On utilise les chemins de fer pour les transports. Le matériel sanitaire s'améliore; on découvre le plâtre, on confectionne des attelles, on remplace la charpie par de l'ouate. On découvre la narcose (éther 1847, chloroforme 1854), la morphine 1866.

La science fait des progrès; on suppose que les plaies empoisonnées sont peut-être des plaies infectées; on parle de maladies septiques; Pasteur découvre enfin les microbes.

Le principe de l'immobilisation des plaies et surtout des plaies infectées est admis; l'immobilisation des fractures existait, il est vrai, déjà du temps des Grecs.

Le chirurgien le plus célèbre de cette époque fut Pirogov (1810 à 1881). Il prit part à la guerre du Caucase, puis à celle de Crimée et enfin à la Guerre franco-allemande de 1870. Son nom est resté attaché à certaines opérations très utiles et notamment à un genre d'amputation au niveau du cou de pied.

Cette époque a ceci de mémorable, le sens des lois de l'humanité qu'ont leurs dirigeants. Henri Dunant signe en 1874 la convention de Genève, fonde la Croix-Rouge et rend par là des services éminents aux blessés et prisonniers de guerre, auxquels il assure protection et secours en pays ennemi. Un chirurgien allemand de la guerre de 1870 installant un lazaret dans un village français pour les blessés allemands et français disait: «Nous ne connaissons ni une armée allemande, ni une armée française, mais seulement la sainte armée des blessés.» De telles paroles sont agréables à entendre.

À l'20<sup>e</sup> siècle, la guerre est caractérisée par la brutalité des moyens de destructions. Les blessures par éclats de mines, par bombes brisantes, sont particulièrement meurtrières. La mortalité immédiate est grande. Certaines bombes provoquent la mort par déflagration. On constate de nombreuses brûlures.

Le service de santé est très bien organisé. Les ambulances chirurgicales, les lazarets sont pourvus d'un excellent matériel. Les moyens de transport sont nombreux. On utilise des ambulances automobiles, des avions, des trains sanitaires avec salles d'opérations. L'opération précoce est possible; les lois de l'asepsie sont respectées et l'on a partout des installations pour stérilisation des instruments.

On reconnaît le grand avantage du plâtre que l'on applique systématiquement. Les moyens pour supprimer les douleurs sont très nombreux, et les narcoses les plus diverses sont à la disposition du chirurgien. Une des grandes acquisitions de la guerre 1939-1945 est la transfusion de sang que l'on utilise sur une grande échelle et qui a, à son actif, de nombreuses guérisons. Le traitement prophylactique les maladies infectieuses, notamment de la diphtérie et du typhus par la vaccination active, a bien diminué le nombre des malades. Le traitement préventif du tétanos par des vaccinations ou par du sérum a évité en général l'écllosion de cette terrible infection. L'utilité des grandes industries chimiques est éclatante. C'est dans leurs laboratoires que l'on découvre les sulfamides et surtout la pénicilline qui a, en sa faveur, la guérison d'un nombre considérable de malades et blessés.

Telle est, dans son ensemble, l'évolution de la chirurgie de guerre, évolution passionnante qui permet de jeter un regard sur l'histoire du monde. Par elle, on se familiarise avec la vie des peuples, dont on apprend à connaître les mœurs et les usages.

La guerre est une période de crise, de folie, période catastrophique, où l'on fait loin de la vie humaine, où l'on anéantit villages et villes laborieusement construits, période de destruction et de désespoir. Dans ce chaos étonnant que l'esprit humain a peine à concevoir, on est heureux de voir qu'il existe des hommes capables d'envisager la reconstruction d'un monde nouveau.

Le service de santé, par son activité, atténue bien des douleurs, sauve bien des vies. Alors qu'une seule bombe fait de gigantesques ravages, lui, par ses efforts multiples, ne parvient parfois qu'à secourir une seule personne. Son action est belle, car elle est humanitaire, elle est belle, car elle s'adresse au blessé qui souffre, au soldat courageux qui se confie entièrement à lui. Le soldat, à quelque pays qu'il appartienne, le civil des régions bombardées, des camps de déportés, est souvent un héros qui, dans le désarroi général, autorise l'espérance en des jours de paix dont la charité est le très précieux fondement.

Dr Louis Nicod.

## „Rotkreuzaktion“ und Schuhkauf

In der Presse ist in der letzten Zeit mehrmals von einem «Schuhskandal» die Rede gewesen, zu dem eine Rotkreuzaktion Anlass gegeben habe. An dieser Stelle ist dazu bereits eine offizielle Erklärung des Vereinigten Hilfswerkes vom Internationalen Roten Kreuz veröffentlicht worden. Wie verschiedenen Zuschriften und Aeußerungen entnommen werden kann, scheint noch nicht überall völlig Klarheit über die Angelegenheit zu herrschen.

Vorerst ist festzustellen, dass unser Schweizerisches Rotes Kreuz damit nichts zu tun hat. Insofern könnte hier auf eine eingehende Darlegung des Falles verzichtet werden. Leider ist es nun aber einmal eine Tatsache, dass allzuviel — aus Unwissenheit oder auch einem gewissen Nicht-Wissen-Wollen heraus — nur zu geneigt sind, alles, was irgendwie mit Rotem Kreuz zu tun hat, in den gleichen Tiegel zu werfen. Es lässt sich so besser kritisieren...

Das Vereinigte Hilfswerk vom Internationalen Roten Kreuz ist die Organisation, welche sich insbesondere mit dem Ankauf und Versand von Lebensmitteln, Kleidern, Schuhen und Arzneimitteln für die von Kriegen betroffene Zivilbevölkerung befasst. Im Gegensatz zum Schweizerischen Roten Kreuz, welches mit schweizerischen Mitteln arbeitet, führt das Vereinigte Hilfswerk seine Hilfsaktionen mit Geldmitteln aus, die ihm hauptsächlich aus dem europäischen Ausland und oft auch vom Übersee zuließen.

Im Herbst 1943 stellte sich ein gewisser A. Schneider, mit welchem bisher niemand vom Internationalen Roten Kreuz irgendwelche Beziehungen hatte, beim Vereinigten Hilfswerk vom Internationalen Roten Kreuz als Sekretär der Berner Sektion des Schweizerischen Schuhhändlerverbandes vor. Er erklärte, dass sich bei den Detailhändlern in der Schweiz grosse Posten demodierter, unverkäuflicher Schuhe befänden; die Sektion für Schuhe, Leder und Kautschuk des Eidg. Kriegs-Industrie- und -Arbeits-Amtes sei entschlossen, den Absatz dieser Schuhe dadurch zu erleichtern, dass sie sich mit dem Verkauf dieser Posten an das Internationale Rote Kreuz für seine Hilfsaktionen im Ausland einverstanden erklärte.

Gerade zu diesem Zeitpunkt hatten die griechischen Kolonien im Ausland dem Internationalen Roten Kreuz beträchtliche Summen anvertraut, um der notleidenden griechischen Bevölkerung Hilfssendungen zukommen zu lassen. Hilferufe erbaten dringend Kleidungsstücke und Schuhe.

Seit längerer Zeit hatte das Vereinigte Hilfswerk vergeblich versucht, mit Verbänden der schweizerischen Schuhfabrikanten und Verkäufer in Verbindung zu treten, um einige Posten demodierter Schuhe aufzukaufen. Die Mitteilung des Sekretärs der Berner Sektion des Schweizerischen Schuhhändlerverbandes schien deshalb dem

Internationalen Roten Kreuz eine Gelegenheit, einen bedeutenden Posten Schweizer Schuhe zu erwerben, die zwar demodiert und in der Schweiz nicht mehr absetzbar, aber doch von guter Qualität waren. Die Sektion für Schuhe des KIAA gab ihre Einwilligung zur Ausfuhr von 80'000—100'000 Paar solcher Schuhe. Die Kaufverträge wurden vom Internationalen Roten Kreuz mit Schneider abgeschlossen, der in seiner Eigenschaft als Sekretär des Berner Schuhhändlerverbandes beauftragt war, die von den Detailhändlern zur Verfügung gestellten Posten demodierter Schuhe zu sammeln.

Vom Anfang bis zum Ende der ganzen Transaktion wurde Schneider angesichts der ganzen Begleitumstände von den leitenden Stellen des Vereinigten Hilfswerks als der Bevollmächtigte der schweizerischen Schuhhändler angesehen. In dieser Eigenschaft hatte sich Schneider vorgestellt, und die in der Folge abgeschlossenen Verträge nennen ihn alle als Verkäufer.

Zur grossen Ueberraschung des Internationalen Roten Kreuzes wurde viel später entdeckt, dass die Sektion für Schuhe des KIAA an alle schweizerischen Schuhhändler Zirkulare verschickt hatte mit der Bezeichnung «Rotkreuz-Aktion» und deren eines der unglückliche Wendung enthielt: «Wir teilen Ihnen höflich mit, dass nunmehr die Möglichkeit besteht, einen Teil Ihrer Liquidationsware, nämlich Kategorie 129, 130 und 131, abzustossen. Als Käufer tritt das Internationale Rote Kreuz auf. Als Treuhänder des Roten Kreuzes wurde Herr A. Schneider, Schuhhändler, Marktgasse 4, Bern, bestimmt. Die Ueberwachung des Geschäfts übernimmt für das Rote Kreuz die Firma Transagraire, Spitalgasse 40, Bern, durch welche auch die Bezahlung für die von dem Roten Kreuz angekauften Liquidationswaren erfolgt. Die Transagraire in Bern wirkt als Treuhänder für das Rote Kreuz und Herr Schneider, Bern, als Vertrauensmann des letzteren.»

Dieses Zirkular, welches ohne Wissen der Organe des Internationalen Roten Kreuzes verfasst wurde, und von welchem diese Organe bis zur Beendigung der ganzen Transaktion nie Kenntnis erhalten haben, enthielt eine Reihe grober Unrichtigkeiten:

1. Schneider ist vom Internationalen Roten Kreuz nie als «Treuhänder und Vertrauensmann» bezeichnet oder betrachtet worden. Er war für das Internationale Rote Kreuz, wie aus allen Begleitumständen der Angelegenheit und aus den offiziellen Besprechungen in Bern hervorgeht, der Beauftragte der Schuhhändler, der unter Aufsicht der Sektion Schuhe des KIAA handelte.
2. Die Firma Transagraire, die dem Internationalen Roten Kreuz bisher nicht bekannt war, wurde von Schneider dem Internationalen Roten Kreuz als diejenige Stelle vorgeschlagen, durch welche die Zahlungen zu erfolgen hatten. Die Firma Transagraire ist nie mit der Ueberwachung dieser Transaktion beauftragt worden.

Die ganze weitere Entwicklung der Angelegenheit beruhte auf dieser Zweideutigkeit: die Schuhhändler betrachteten Schneider als den Beauftragten des Internationalen Roten Kreuzes, während dieses ihn als den Beauftragten der Schuhhändler ansah, der unter der offiziellen Kontrolle des KIAA handelte.

Die Sektion für Schuhe hatte den Preis dieser Schuhe wie folgt festgesetzt: 4—6 Franken für Kinderschuhe, 6—8 Franken für Damenschuhe, 10—12 Franken für Herrenschuhe. Schneider betonte bei den Schuhhändlern den Rotkreuzcharakter der Aktion und erreichte auf diese Weise, dass die Schuhe ihm zu den Minimalpreisen berechnet wurden; in den meisten Fällen verlangte er aber vom Internationalen Roten Kreuz die von der Sektion für Schuhe festgesetzten Maximalpreise. Er begründete dies damit, dass er unter den ihm für diese Aktion zur Verfügung gestellten Posten Schuhe eine Auswahl der besten treffe.

In gleicher Weise ist die Eidg. Polizeiabteilung, die ebenfalls von Schneider Schuhe für den Auslandschweizer-Verband gekauft hatte, durch die Handlungsweise Schneiders irregeführt worden. Sie kaufte von ihm 30'000 Paar Schuhe und bezahlte dafür guten Glaubens Preise, die bedeutend höher waren als diejenigen, die Schneider seinen Kollegen bezahlte.

Die von dem Vereinigten Hilfswerk und von der Eidg. Polizeiabteilung bezahlten Preise waren an sich sehr vorteilhaft. Um sich hiervon zu überzeugen, genügt ein Vergleich mit den Detailpreisen der Schuhgeschäfte. Das Unrecht war, dass Schneider seinen Kollegen einen weit niedrigeren Preis bezahlte als er seinen Käufern fakturiert hat.

Das Internationale Rote Kreuz war immer der Ansicht, dass die Vergütung der Schneider geleisteten Arbeit einzig und allein von seinem Auftraggeber, dem Schweizerischen Schuhhändlerverband, festzusetzen sei; darum hat es sich um diese Frage nicht bekümmert. Nach den Berechnungen der Preiskontrolle hat aber Schneider bei dieser ganzen Transaktion einen Bruttoprofit von ungefähr Fr. 300'000.— erzielt, d. h. mehr als 25 % des Totalbetrages von Fr. 1'384'537.—.

Der Untersuchungsdienst der Preiskontrollstelle ist der Ansicht, dass Schneider, wenn man seine Tätigkeit bei der Aktion als die

eines Grossisten betrachtet, einen Gewinn von höchstens 3 % hätte recht fertigen können, d. h. inklusive Spesen ungefähr Fr. 33'000.—. Der Schweizerische Schuhhändlerverband betrachtet diesen Gewinn als übertrieben. Das Vereinigte Hilfswerk des Internationalen Roten Kreuzes schliesst sich der Ansicht des Schweizerischen Schuhhändlerverbandes an. Es beteiligt sich an dem vom Eidg. Volkswirtschaftsdepartement gegen Schneider eingeleiteten Verfahren und verlangt die Rückstättung des unerlaubten und übermässigen Gewinnes, welcher Schneider infolge seiner besonders verurteilungswürdigen Handlungsweise zugefallen ist.

## Die Tätigkeit eines Delegierten des Internationale Komitees vom Roten Kreuz in Indien

Kürzlich ist der Delegierte, welcher seit drei Jahren das Internationale Komitee vom Roten Kreuz in Indien vertreten hat, nach Genf zurückgekehrt. Er hatte unser Land im Jahre 1941 verlassen, um in Simla eine Delegation zu eröffnen.

Damals war das Mittelmeer noch Kriegsgebiet: um nach Indien zu gelangen, musste man das Kap der Guten Hoffnung umschiffen! Der Vertreter des Internationalen Komitees wählte folgende Route: Er reiste per Bahn von Genf nach Lissabon, von dort auf dem Meerweg über das Kap der Guten Hoffnung nach Lourenço-Marqués, dann im Flugzeug weiter nach Kenya; von Kenya gelangte er nach Indien auf einem Dampfer, der wenig später torpediert worden ist. Im ganzen also keine sehr gemütliche Reise...

Die britischen Behörden in Indien haben unserm Landsmann grosses Verständnis entgegengebracht; sie taten alles, um seine Arbeit zu erleichtern. Gelegernt wurde er vom indischen Vizekönig, Lord Linlithgow, und später von dessen Nachfolger, Lord Wavell, zu Tisch geladen.

Gleich nach seiner Ankunft begann er die italienischen Kriegsgefangenen- und Zivilinterniertenlager zu besuchen, wobei er Indiens riesige Distanzen kennen lernte. — Der Grossteil der Lager befindet sich in sehr gesunden Gegenden, so zum Beispiel am Fusse des Himalaya. Die hygienischen Verhältnisse sind ausgezeichnet; überall, wo es nötig war, haben die Behörden für künstliche Wasserzufuhr gesorgt. Die Gefangenen erfreuen sich denn auch im allgemeinen bester Gesundheit. Epidemien waren nirgends zu verzeichnen.

Die Lager sind in verschiedene Gruppen aufgeteilt, deren jede ihr eigenes, modern ausgestattetes Spital besitzt; hier werden Schwerkranken gepflegt und Operationen vorgenommen. Unter den Aerzten, die zum Teil Italiener, zum Teil Engländer sind, herrscht beste, kameradschaftliche Zusammenarbeit. So mag es zum Beispiel vorkommen, dass ein italienischer Aerzt in Gegenenden, wo die Lager weit auseinander liegen, auch Briten und Inder operiert. Die italienischen Aerzte amten gleichzeitig als Vertrauensmänner des italienischen Sanitätpersonals, das sich in den Lagern befindet.

Die Gefangenen sind hell gekleidet und mit einem Tropenhelm ausgerüstet; jeder besitzt ein eigenes Moskitonet. Sie bewohnen Stein- oder Backsteinbaracken, die sie zum Teil selber erstellt haben; kleinere, nahe beim Lager befindliche Bauunternehmungen standen ihnen dabei zur Verfügung. Sie kochen auf europäische, genauer gesagt italienische Art, — hauptsächlich Teigwaren, die sie selber herstellen und nach italienischem Brauch an der Sonne trocknen. Um ihre Grundrationen zu ergänzen und den Speisezettel zu bereichern, züchten sie Hühner, Schafe, Schweine, Tauben usw.; außerdem legen sie Gemüsegärten an, wo sie vor allem Tomaten pflanzen.

Der Delegierte hat sich bei seinen Lagerbesuchen vor allem mit den materiellen und geistigen Wünschen der Insassen befasst. Er konnte nicht nur mit den «Vertrauensmännern», sondern auch mit andern Gefangenen ohne Zeugen sprechen. Tausende von Unterredungen zeigten ihm, welchen Trost es für diese Männer bedeutet, dass Menschen ausserhalb des Lagers an sie denken und ihre Lage zu verbessern suchen. Trotzdem ihre äussern Lebensbedingungen verhältnismässig günstig sind, leiden sie schwer unter der oft jahrelangen Trennung von der Heimat. Die Sorge um Frau und Kinder, um alte Eltern, die sie vielleicht allein zu Hause gelassen haben, lässt ihnen keine Ruhe.

Die Gefangenen können jede beliebige Religion frei ausüben; sie werden von eigenen Geistlichen betreut, verfügen über alle nötigen Kultgegenstände und haben selber Kapellen erbaut.

Künstler — Musiker, Maler usw. — befinden sich unter ihnen. Den Malern steht es frei, in der Umgebung nach geeigneten Motiven zu suchen, — ein Genuss in diesem wahrhaft «malerischen» Lande! Unser Delegierter erhielt von den britischen Behörden die Zusicherung, dass die Kunstwerke, die in den Lagern entstehen, sorg-